

Arrêtons la recherche !

Quelques remarques très critiques de chercheurs et de non chercheurs à propos de la recherche universitaire et du mouvement « Sauvons La Recherche »



Après avoir mené des actions de protestation contre la politique gouvernementale de réduction des budgets de la recherche publique, le mouvement « Sauvons La Recherche » refait aujourd'hui son apparition, parmi les manifestations et les grèves.

En ma qualité (fort provisoire) de chercheur, je voudrais expliquer ici en quoi ce mouvement me semble profondément nuisible – et dans quelle mesure il concentre et diffuse un certain nombre d'illusions sur le monde où nous vivons, et sur la situation périlleuse qui est la nôtre à l'heure actuelle.

Toutes ces illusions reposent sur un fait majeur, que le mouvement « Sauvons La Recherche » passe constamment sous silence : le fait qu'en travaillant au développement et au perfectionnement de la société industrielle, les chercheurs participent aussi à la production des ravages qu'elle provoque de manière de plus en plus évidente : destruction de la nature, enlaidissement des villes, falsification des aliments, dénaturation du travail et des rapports sociaux, atteintes de plus en plus manifestes à la santé physique et mentale, etc.

Aujourd'hui, les chercheurs réclament une fois de plus de l'argent pour la recherche publique. Ma position est la suivante : non seulement il faut leur refuser cet argent, mais il faut en plus imposer l'arrêt de la recherche publique autant que de la recherche privée. C'est le seul moyen efficace pour faire un premier pas en direction d'un démantèlement de la totalité du système industriel, système dont le fonctionnement remet désormais en cause notre existence collective à l'échelle planétaire.

Avant de proposer quelques moyens pour mettre un coup d'arrêt aux activités de la recherche scientifique et technique, je voudrais démontrer,

dans les trois points qui suivent, la fausseté des arguments qu'utilisent traditionnellement les chercheurs pour nier leur responsabilité dans les dommages qu'engendre la société industrielle.

- **1)** Contrairement à ce que disent les chercheurs pour s'innocenter, il n'y a pas de frontière nette, étanche, entre recherche fondamentale et recherche appliquée. En effet, on ne peut concevoir le développement des sciences et des techniques que de manière systémique, c'est-à-dire qu'elles forment un ensemble dont toutes les parties sont interdépendantes, évoluant les unes en fonction des autres : le progrès de la recherche appliquée est donc inconcevable à moyen et long terme sans les apports de la recherche fondamentale. Les chercheurs le savent très bien, puisqu'ils s'opposent à un projet de loi qui prétend réduire le financement de la recherche fondamentale au profit de la recherche appliquée, en expliquant que sans la recherche fondamentale, la recherche appliquée n'irait pas très loin. Mais ils sont prêts à dire exactement le contraire dès qu'on fait valoir que c'est pour cette raison-là qu'ils sont partie prenante dans la production des désordres graves causés par la société industrielle ; ils rétablissent alors comme par magie une disjonction absolue entre recherche fondamentale et recherche appliquée. La recherche fondamentale est dès lors présentée comme une activité « pure » (désintéressée, c'est-à-dire aussi : innocente), n'ayant pour but que de faire progresser les connaissances scientifiques. Ce serait donc la recherche appliquée qui ferait un mauvais usage de ces connaissances, mais c'est parce qu'elle est elle-même captive des financiers et des décideurs, et donc contrainte de servir leurs intérêts politiques

et commerciaux. On le voit, derrière ces raisonnements contradictoires se cache un malaise très net : les chercheurs ont l'intuition (voire la conscience) de leur responsabilité dans la marche catastrophique du monde actuel, mais ils refusent de l'envisager de manière frontale, d'y réfléchir posément et d'en tirer toutes les conséquences qui s'imposent, pour s'épargner la peine d'avoir à formuler une condamnation morale de leur propre rôle dans cette société. Ce malaise laisse entrevoir la possibilité d'une révolte de ceux qui, parmi eux, auraient conservé un sens moral assez sain, en dépit du cynisme et de l'ambition qui règnent dans les milieux scientifiques et institutionnels ; il leur resterait alors à en tirer toutes les conséquences qui s'imposent, en contribuant à interrompre la recherche universitaire dans sa totalité.

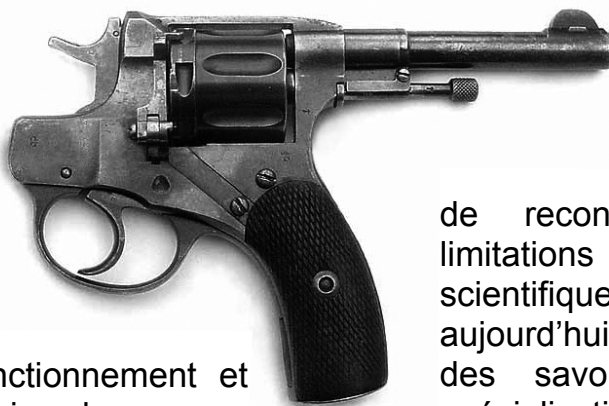
• **2)** Comme toujours, les « réalistes », les « pragmatiques », les « raisonnables », vont dire : « en militant pour l'arrêt de la recherche et donc en exigeant aujourd'hui que l'on refuse d'accorder des crédits à la recherche publique, vous faites le jeu de la recherche privée, des entreprises, de la marchandisation de la recherche », etc. Mais que croient-ils, ces bons chercheurs ? Tous leurs arguments s'appuient sur l'idée que recherche publique et recherche privée sont différentes et fonctionnent indépendamment l'une de l'autre, et que la recherche publique est bonne parce qu'elle est soumise au contrôle des citoyens par l'intermédiaire de leurs représentants élus au suffrage universel, ce qui est censé éviter toute dérive mercantile et permettre le progrès de l'humanité (eh oui, en éternels adolescents partagés entre cynisme et naïveté, les chercheurs n'hésitent pas à employer de telles expressions). Ici aussi, il faudrait rétablir quelques vérités factuelles. La séparation entre privé et public, entre État et économie marchande, est aussi illusoire que celle qui existe entre recherche fondamentale et recherche appliquée. L'État finance les recherches dont les entreprises ont besoin mais dont elles ne peuvent assumer les coûts ;



la plupart du temps, d'ailleurs, il y a directement collaboration entre privé et public (notamment dans le financement des laboratoires publics). Et même lorsqu'il y a de la recherche publique « pure », l'État se comporte face aux chercheurs comme il s'est toujours comporté face à ses administrés : comme une entité dont on croit qu'elle est un simple outil de gestion collective, et dont on découvre toujours en dernière instance qu'elle est absolument étrangère, qu'elle fonctionne de manière autonome. En ceci, l'État est une entreprise comme une autre : il ne délivre un salaire qu'en échange d'un travail dont il espère tirer des avantages militaires, politiques ou économiques pour lui-même – c'est-à-dire pour la fraction de la population dont il gère les intérêts. De ce point de vue, la ressemblance entre l'État et les entreprises explique sans doute qu'on voie de moins en moins les différences d'objectifs et de méthodes entre recherche publique et recherche privée. Enfin, le fait que la recherche soit publique ne garantit en rien son contrôle par les « citoyens », devenus ici et partout des spectateurs floués, comme le montrent notamment les recherches sur le nucléaire ou sur les OGM, menées obstinément depuis des dizaines d'années en dépit d'une réprobation générale, sous la protection de la police, et quand il le faut, de l'armée et du secret d'État.

• **3)** Il y a enfin une sorte d'idée métaphysique invoquée par tous les chercheurs à l'heure actuelle pour justifier leur existence et leurs revendications : ils semblent tous être convaincus que la technique et la science sont des outils pouvant servir à l'émancipation de l'humanité. Le fait que cette émancipation tarde à venir est dû, selon eux, au mauvais usage que l'homme fait de ces sciences et de ces techniques : soit parce qu'il est intrinsèquement faillible (d'où la nécessité de codes de déontologie et autres comités de bio-éthique) ; soit parce qu'il est soumis

aux diktats de l'économie marchande (d'où les faveurs données à la recherche d'Etat et à la lutte contre le « néolibéralisme »). Cette idée métaphysique s'accompagne d'un corollaire : l'émancipation de l'humanité repose sur un accroissement de la production et de la consommation de biens et de services (publics ou privés). Nous sommes ici en présence de l'idéologie centrale du système industriel, qu'il a produite et qui contribue à le maintenir. Idéologie dont on a pu voir l'expression la plus répugnante dans des slogans du mouvement « Sauvons La Recherche » tels que : « Recherche sous-payée = Pays sous-développé » (slogan où, par ailleurs, se cache à peine la conviction d'une supériorité occidentale sur le Tiers-Monde, et l'ambition de maintenir à tout prix cette supériorité ; d'ailleurs, cela s'accorde avec la rhétorique nationaliste qu'emploie le mouvement des chercheurs lorsqu'il appelle à renforcer la recherche française ou européenne contre la concurrence étrangère). L'une des caractéristiques majeures de la société présente, saisie dans son extension planétaire, est effectivement d'avoir soumis sa production, sa reproduction et l'ensemble de son fonctionnement, jusque dans les plus petits détails, à un ensemble de techniques perfectionnées. Mais cette omniprésence des technologies, son caractère systématique, a provoqué une accoutumance aux objets techniques qui empêche de considérer sereinement leur usage, leur fonctionnement et leur utilité réelle. Au contraire de ce que prétendent les chercheurs, une évidence s'impose aujourd'hui à quiconque envisage les bouleversements que la société industrielle a introduit aussi bien dans le milieu naturel que dans tous les domaines de la vie humaine et des rapports sociaux (travail, loisirs, langage, morale, politique, etc.) : la science et la technique, dans leur état actuel, ont cessé d'être des outils d'émancipation de l'humanité. Ce qui signifie que, contrairement à ce que veut croire l'aile gauchiste du mouvement des chercheurs, la



solution à cette situation ne réside pas seulement dans la lutte contre l'économie marchande, mais aussi dans la lutte contre la science et la technique consubstantiellement liées à cette forme d'économie.

●●●

Disjonctions recherche privée / recherche publique, recherche fondamentale / recherche appliquée, sciences-technologies / économie marchande (A quoi il faudrait ajouter la séparation tout aussi illusoire entre recherche civile et recherche militaire) : voilà trois illusions dominantes qui sont l'indice d'une incapacité à acquérir une compréhension globale de la société actuelle, à la saisir en tant que totalité complexe en devenir. Cette incapacité trouve bien sûr son origine dans la limitation de nos capacités de représentation : il est devenu quasiment impossible de se figurer l'ensemble du fonctionnement économique et technique de la société actuelle, tant elle est devenue colossale, par sa puissance déréglée et son extension planétaire. Mais à cette limitation naturelle de nos facultés de représentation, le développement de la société industrielle est venu ajouter des limitations artificielles, telles que les séparations imposées à la conscience et à l'action dans toutes les sphères de la vie quotidienne (la division du travail étant la première et la plus importante de ces séparations). Force est de reconnaître que, parmi ces limitations artificielles, figure l'activité scientifique telle qu'elle s'exerce aujourd'hui. Par la professionnalisation des savoir-faire techniques et la spécialisation de la connaissance scientifique, l'investigation intellectuelle s'est dissociée de l'expérience quotidienne – conduisant à une privatisation de l'expérience sans précédents dans l'histoire –, et l'humain a perdu toute souveraineté sur les conditions de production de sa propre existence. L'humain ordinaire (c'est-à-dire aussi le chercheur en tant qu'humain ordinaire) est devenu dépendant, pour sa vie comme pour sa survie, d'un appareil technoscientifique qu'il ne maîtrise plus.

Retrouver une autonomie individuelle et collective, cela signifie donc rompre avec la science et la technologie actuelles, arrêter immédiatement toutes les recherches scientifiques et techniques, privées et publiques, et procéder à la réappropriation critique de leurs résultats par tous les individus, dans le cadre de leur propre activité, pourvu que cette activité ne perpétue pas le système des besoins déterminés par la société marchande et industrielle.

Ce qui veut dire, pour les scientifiques, les chercheurs, ingénieurs, techniciens, etc. :

1) Se mettre en grève totale et illimitée, rompre toute collaboration avec l'Etat, les entreprises ou les institutions scientifiques en leur refusant quelque information que ce soit sur les recherches passées ou en cours.

2) Soutenir ce rapport de forces jusqu'à la démission contrainte, et jusqu'à la résistance physique face aux inévitables tentatives de récupération par la force du matériel de recherche (laboratoires, locaux, outils, etc.) ; et lorsque cette résistance ne pourra plus être assurée, il faudra en passer par le sabotage de ce matériel.

3) Il est évident que cette grève n'aura de sens et d'utilité que si elle permet aux chercheurs d'entamer une réflexion approfondie sur la nature de leurs travaux (leur implication dans la totalité du système industriel, leurs répercussions sur le milieu naturel, sur la santé et sur les rapports sociaux) – les chercheurs devant aussi faire connaître à la population, par leurs propres moyens de communication, les résultats de cette réflexion, ainsi que leurs méthodes de combat et leurs orientations théoriques, afin de rejoindre d'autres mouvements de lutte, ou de contribuer à les faire émerger.

Quelques chercheurs et non chercheurs dissident

Repris et adapté à partir d'un texte diffusé à Nice en février/mars 2005 et signé acarus@no-log.org



www.non-fides.fr